

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2003 — 1828

[S - C - 2003/09347]

#### 6 JANVIER 2003. — Loi concernant les méthodes particulières de recherche et quelques autres méthodes d'enquête (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition générale

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

#### CHAPITRE II. — Des méthodes particulières de recherche dans le cadre de l'information et de l'instruction

**Art. 2.** Dans l'article 28bis, § 2, du Code d'Instruction criminelle les mots "les techniques particulières de recherche" sont remplacés par les mots "les méthodes particulières de recherche et autres méthodes".

**Art. 3.** Les articles 47ter et 47quater du même Code deviennent les articles 47duodecies et 47tredecies.

**Art. 4.** Il est inséré dans le Livre 1<sup>er</sup>, du chapitre IV du même Code, une Section III, comprenant les articles 47ter à 47undecies, rédigée comme suit :

#### « Section III. — Des méthodes particulières de recherche

##### Sous-Section 1<sup>er</sup>. — Définition de la notion

**Art. 47ter. § 1<sup>er</sup>.** Les méthodes particulières de recherche sont l'observation, l'infiltration et le recours aux indicateurs. Ces méthodes sont mises en oeuvre, dans le cadre d'une information ou d'une instruction, par les services de police désignés par le Ministre de la Justice, sous le contrôle du Ministère public et sans préjudice des articles 28bis, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 55 et 56, § 1<sup>er</sup> et 56bis, en vue de poursuivre les auteurs de délits, de rechercher, de collecter, d'enregistrer et de traiter des données et des informations sur la base d'indices sérieux que des faits punissables vont être commis ou ont déjà été commis, qu'ils soient connus ou non.

§ 2. Le procureur du Roi exerce un contrôle permanent sur la mise en oeuvre des méthodes particulières de recherche par les services de police au sein de son arrondissement judiciaire.

Le procureur du Roi informe le procureur fédéral des méthodes particulières de recherche mises en oeuvre au sein de son arrondissement judiciaire.

Lorsque la mise en oeuvre des méthodes particulières de recherche s'étend sur plusieurs arrondissements judiciaires ou relève de la compétence du procureur fédéral, les procureurs du Roi compétents et le procureur fédéral s'informent, mutuellement et sans délai, et prennent toutes les mesures nécessaires afin de garantir le bon déroulement des opérations.

Au sein de chaque service judiciaire déconcentré, visé à l'article 105 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux, un officier est chargé du contrôle permanent des méthodes particulières de recherche dans l'arrondissement. Cet officier est désigné par le directeur général de la police judiciaire de la police fédérale sur proposition du directeur judiciaire et sur avis du procureur du Roi. Il peut se faire assister dans l'exécution de cette tâche par un ou plusieurs officiers désignés selon la même procédure.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2003 — 1828

[S - C - 2003/09347]

#### 6 JANUARI 2003. — Wet betreffende de bijzondere opsporingsmethoden en enige andere onderzoeksmethoden (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK II. — De bijzondere opsporings- en onderzoeksmethoden

**Art. 2.** In artikel 28bis, § 2, van het Wetboek van strafvordering worden de woorden "bijzondere onderzoekstechnieken" vervangen door de woorden "bijzondere opsporingsmethoden en andere methoden".

**Art. 3.** De artikelen 47ter en 47quater van hetzelfde Wetboek worden de artikelen 47duodecies en 47tredecies.

**Art. 4.** In boek I van hetzelfde Wetboek wordt in hoofdstuk IV een afdeling III ingevoegd, die de artikelen 47ter tot 47undecies omvat, luidende :

#### « Afdeling III. — De bijzondere opsporingsmethoden

##### Onderafdeling 1. — Begripsomschrijving

**Art. 47ter. § 1.** De bijzondere opsporingsmethoden zijn de observatie, de infiltratie en de informantwerking. Zij worden, in het kader van een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek onder de controle van het Openbaar Ministerie en onverminderd de artikelen 28bis, §§ 1 en 2, 55, 56, § 1 en 56bis aangewend, door de politiediensten aangewezen door de Minister van Justitie, met als doel het vervolgen van daders van misdrijven, het opsporen, verzamelen, registreren en verwerken van gegevens en inlichtingen op grond van ernstige aanwijzingen van te plegen of reeds gepleegde, al dan niet aan het licht gebrachte strafbare feiten.

§ 2. De procureur des Konings staat in voor de permanente controle over de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden door de politiediensten binnen zijn gerechtelijk arrondissement.

De procureur des Konings licht de federale procureur in van de bijzondere opsporingsmethoden die in zijn gerechtelijk arrondissement worden toegepast.

Ingeval de toepassing van de bijzondere opsporingsmethoden zich uitstrekt over meerdere gerechtelijke arrondissementen of kadert binnen de bevoegdheid van de federale procureur, brengen de bevoegde procureurs des Konings en de federale procureur elkaar hiervan onverwijld op de hoogte en nemen zij alle noodzakelijke maatregelen om het goede verloop van de operatie te verzekeren.

Binnen elke gedeconcentreerde gerechtelijke dienst, als bedoeld in artikel 105 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus, wordt een officier belast met de permanente controle over de bijzondere opsporingsmethoden in het arrondissement. Deze officier wordt aangewezen door de directeur-generaal van de algemene directie van de gerechtelijke politie en van de federale politie, op voordracht van de gerechtelijke directeur en na advies van de procureur des Konings. Hij kan zich daarbij door één of meerdere officieren laten bijstaan die volgens dezelfde procedure worden aangewezen.

Sous-section 2. — Des conditions générales pour l'usage des méthodes particulières de recherche

Art. 47<sup>quater</sup>. Dans le cadre de l'exécution d'une méthode particulière de recherche, un fonctionnaire de police ne peut amener un suspect à commettre d'autres infractions que celles qu'il avait l'intention de commettre.

En cas d'infraction à l'alinéa précédent, l'irrecevabilité de l'action publique est prononcée pour ces faits.

Art. 47<sup>quinquies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions du § 2, il est interdit au fonctionnaire de police chargé d'exécuter des méthodes particulières de recherche de commettre des infractions dans le cadre de sa mission.

§ 2. Sont exemptés de peine les fonctionnaires de police qui, dans le cadre de leur mission et en vue de la réussite de celle-ci ou afin de garantir leur propre sécurité ou celle d'autres personnes impliquées dans l'opération, commettent des infractions absolument nécessaires, ce avec l'accord exprès du procureur du Roi.

Ces infractions ne peuvent être plus graves que les infractions pour lesquelles les méthodes sont mises en oeuvre et doivent être nécessairement proportionnelles à l'objectif visé.

Les dispositions de l'alinéa 1<sup>er</sup> s'appliquent également aux personnes qui ont fourni directement une aide ou une assistance nécessaire à l'exécution de cette mission, ainsi qu'aux personnes visées à l'article 47<sup>octies</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Le magistrat qui autorise, dans le respect du présent code, un fonctionnaire de police à commettre des infractions dans le cadre de l'exécution d'une méthode particulière de recherche, n'encourt aucune peine.

§ 3. Les fonctionnaires de police communiquent au procureur du Roi, par écrit et préalablement à l'exécution des méthodes particulières de recherche, les infractions visées au § 2, qu'ils ont l'intention de commettre dans le cadre.

Si cette communication préalable n'a pas pu avoir lieu, les fonctionnaires de police informent sans délai le procureur du Roi des infractions qu'ils ont commises et en donnent ensuite confirmation par écrit.

§ 4. Le Ministre de la Justice et le Ministre de l'Intérieur prennent, sur la proposition commune du procureur fédéral et du procureur général chargé des tâches spécifiques dans les domaines du terrorisme et du grand banditisme, les mesures spécifiques absolument nécessaires en vue de garantir à tout moment la protection de l'identité et la sécurité des fonctionnaires de police chargés d'exécuter des méthodes particulières de recherche dans la préparation et l'exécution de leurs missions. Il ne peut y avoir d'infraction quand des faits sont commis dans ce cadre.

Sous-section 3. — De l'observation

Art. 47<sup>sexies</sup>. § 1<sup>er</sup>. L'observation au sens du présent code est l'observation systématique, par un fonctionnaire de police, d'une ou de plusieurs personnes, de leur présence ou de leur comportement, ou de choses, de lieux ou d'événements déterminés.

Une observation systématique au sens du présent code est une observation de plus de cinq jours consécutifs ou de plus de cinq jours non consécutifs répartis sur une période d'un mois, une observation dans le cadre de laquelle des moyens techniques sont utilisés, une observation revêtant un caractère international ou une observation exécutée par des unités spécialisées de la police fédérale.

Un moyen technique au sens du présent code est une configuration de composants qui détecte des signaux, les transmet, active leur enregistrement et enregistre les signaux, à l'exception des moyens techniques utilisés en vue de l'exécution d'une mesure visée à l'article 90<sup>ter</sup>.

§ 2. Le procureur du Roi peut, dans le cadre de l'information, autoriser une observation si les nécessités de l'enquête l'exigent et si les autres moyens d'investigation ne semblent pas suffire à la manifestation de la vérité.

Une observation effectuée à l'aide de moyens techniques ne peut être autorisée que lorsqu'il existe des indices sérieux que les infractions sont de nature à entraîner un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou une peine plus lourde.

Onderafdeling 2. — Algemene voorwaarden voor het gebruik van de bijzondere opsporingsmethoden

Art. 47<sup>quater</sup>. Een politieambtenaar mag bij de tenuitvoerlegging van een bijzondere opsporingsmethode een verdachte niet brengen tot andere strafbare feiten dan deze waarop diens opzet reeds tevoren was gericht.

In geval van inbreuk op het vorige lid wordt de onontvankelijkheid van de strafvordering voor wat betreft deze feiten uitgesproken.

Art. 47<sup>quinquies</sup>. § 1. Onverminderd het bepaalde in § 2 is het de politieambtenaar, belast met de uitvoering van de bijzondere opsporingsmethoden, verboden in het kader van zijn opdracht strafbare feiten te plegen.

§ 2. Blijven vrij van straf de politieambtenaren die, in het kader van hun opdracht en met het oog op het welslagen ervan of ter verzekering van hun eigen veiligheid of deze van andere bij de operatie betrokken personen, strikt noodzakelijke strafbare feiten plegen, mits uitdrukkelijk akkoord van de procureur des Konings.

Die strafbare feiten mogen niet ernstiger zijn dan die waarvoor de methoden worden aangewend en moeten noodzakelijkerwijze evenredig zijn met het nagestreefde doel.

Het eerste lid is eveneens van toepassing op de personen die aan de uitvoering van deze opdracht noodzakelijke en rechtstreekse hulp of bijstand hebben verleend en op de personen, bedoeld in artikel 47<sup>octies</sup>, § 1, tweede lid.

Blijft vrij van straf de magistraat die, met inachtneming van dit wetboek, machtiging verleent aan een politieambtenaar tot het plegen van strafbare feiten in het kader van de uitvoering van een bijzondere opsporingsmethode.

§ 3. De politieambtenaren melden schriftelijk en voorafgaand aan de uitvoering van de bijzondere opsporingsmethoden aan de procureur des Konings, de strafbare feiten als bedoeld in § 2, die zij voornemens zijn te plegen.

Indien deze voorafgaande kennisgeving niet kon gebeuren, stellen de politieambtenaren de procureur des Konings onverwijld in kennis van de strafbare feiten die zij hebben gepleegd en bevestigen dit nadien schriftelijk.

§ 4. De Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken nemen, op gezamenlijk voorstel van de federale procureur en de procureur-generaal belast met specifieke taken inzake het terrorisme en het grootbanditisme, de bijzondere maatregelen, die strikt noodzakelijk zijn om de afscherming van de identiteit en de veiligheid van de politieambtenaren, belast met de uitvoering van de bijzondere opsporingsmethoden, bij de voorbereiding en de uitvoering van hun opdrachten te allen tijde te vrijwaren. Er kan geen misdrijf zijn wanneer feiten in dat verband worden gepleegd.

Onderafdeling 3. — Observatie

Art. 47<sup>sexies</sup>. § 1. Observatie in de zin van dit wetboek is het stelselmatig waarnemen door een politieambtenaar van één of meerdere personen, hun aanwezigheid of gedrag, of van bepaalde zaken, plaatsen of gebeurtenissen.

Een stelselmatige observatie in de zin van dit wetboek is een observatie van meer dan vijf opeenvolgende dagen of van meer dan vijf niet-opeenvolgende dagen gespreid over een periode van een maand, een observatie waarbij technische hulpmiddelen worden aangewend, een observatie met een internationaal karakter, of een observatie uitgevoerd door de gespecialiseerde eenheden van de federale politie.

Een technisch hulpmiddel in de zin van dit wetboek is een configuratie van componenten die signalen detecteert, deze transporteert, hun registratie activeert en de signalen registreert, met uitzondering van de technische middelen die worden aangewend om een maatregel als bedoeld in artikel 90<sup>ter</sup> uit te voeren.

§ 2. De procureur des Konings kan in het kader van het opsporingsonderzoek een observatie machtigen wanneer het onderzoek zulks vereist en de overige middelen van onderzoek niet lijken te volstaan om de waarheid aan de dag te brengen.

Een observatie met gebruik van technische hulpmiddelen kan enkel gemachtigd worden wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de strafbare feiten een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben.

§ 3. L'autorisation de procéder à l'observation est écrite et contient les mentions suivantes

1° les indices sérieux de l'infraction qui justifient l'observation et, si l'observation s'inscrit dans le cadre de l'enquête proactive définie à l'article 28bis, § 2, les indices particuliers relatifs aux éléments décrits dans cette dernière disposition;

2° les motifs pour lesquels l'observation est indispensable à la manifestation de la vérité;

3° le nom ou, s'il n'est pas connu, une description aussi précise que possible de la ou des personnes observées, ainsi que des choses, des lieux ou des événements visés au § 1<sup>er</sup>;

4° la manière dont l'observation sera exécutée, y compris la permission d'utiliser des moyens techniques dans les cas prévus au § 2, alinéa 2, et à l'article 56bis, alinéa 2. Dans ce dernier cas, l'autorisation du juge d'instruction mentionne l'adresse ou une localisation aussi précise que possible de l'habitation qui fait l'objet de l'observation;

5° la période au cours de laquelle l'observation peut être exécutée et laquelle ne peut excéder un mois à compter de la date de l'autorisation;

6° le nom et la qualité de l'officier de police judiciaire qui dirige l'exécution de l'observation.

§ 4. Le procureur du Roi indique à ce moment dans une décision écrite séparée les infractions qui peuvent être commises par les services de police dans le cadre de l'observation.

Cette décision est conservée dans le dossier visé à l'article 47septies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 5. En cas d'urgence, l'autorisation d'observation peut être accordée verbalement. Cette autorisation doit être confirmée dans les plus brefs délais dans la forme prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 6. Le procureur du Roi peut à tout instant, de manière motivée, modifier, compléter ou prolonger son autorisation d'observation. Il peut à tout moment retirer son autorisation. Il vérifie si les conditions visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 3, sont remplies chaque fois que son autorisation est modifiée, complétée ou prolongée et agit conformément au § 3, 1° à 6°.

§ 7. Le procureur du Roi est chargé de l'exécution des autorisations d'observation accordées par le juge d'instruction dans le cadre d'une instruction, conformément à l'article 56bis.

Le procureur du Roi indique à ce moment dans une décision écrite séparée les infractions qui peuvent être commises par les services de police dans le cadre de l'observation ordonnée par le juge d'instruction. Cette décision est conservée dans le dossier visé à l'article 47septies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Art. 47septies. § 1<sup>er</sup>. L'officier de police judiciaire visé à l'article 47sexies, § 3, 6°, fait rapport de manière précise, complète et conforme à la vérité, au procureur du Roi sur chaque phase de l'exécution des observations qu'il dirige.

Ces rapports confidentiels sont communiqués directement au procureur du Roi, qui les conserve dans un dossier séparé et confidentiel. Il est le seul à avoir accès à ce dossier, sans préjudice du droit de consultation du juge d'instruction visé à l'article 56bis. Le contenu de ce dossier est couvert par le secret professionnel.

§ 2. L'autorisation d'observation et les décisions de modification, d'extension ou de prolongation, sont jointes au dossier confidentiel.

L'officier de police judiciaire visé à l'article 47sexies, § 3, 6°, rédige le procès-verbal des différentes phases de l'exécution de l'observation mais n'y mentionne aucun des éléments susceptibles de compromettre les moyens techniques et les techniques d'enquête policière utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur et des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'observation. Ces éléments ne figurent que dans le rapport écrit visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Il est fait référence dans un procès-verbal à l'autorisation d'observation et il est fait mention des indications visées à l'article 47sexies, § 3, 1°, 2°, 3° et 5°. Le procureur du Roi confirme par décision écrite l'existence de l'autorisation d'observation qu'il a accordée.

Les procès-verbaux qui ont été rédigés ainsi que la décision visée à l'alinéa précédent sont joints au dossier répressif au plus tard après qu'il est mis fin à l'observation.

§ 3. De machtiging tot observatie is schriftelijk en vermeldt :

1° de ernstige aanwijzingen van het strafbaar feit die de observatie wettigen en indien de observatie zich situeert in het proactieve onderzoek zoals omschreven in artikel 28bis, § 2, de bijzondere aanwijzingen met betrekking tot de elementen omschreven in deze laatste bepaling;

2° de redenen waarom de observatie onontbeerlijk is om de waarheid aan de dag te brengen;

3° de naam of indien die niet bekend is, een zo nauwkeurig mogelijke beschrijving van de geobserveerde persoon of personen, alsmede van de zaken, plaatsen of gebeurtenissen bedoeld in § 1;

4° de wijze waarop aan de observatie uitvoering zal worden gegeven, daaronder begrepen de toelating tot het gebruik van technische hulpmiddelen in de gevallen bepaald bij § 2, tweede lid, en artikel 56bis, tweede lid. In dit laatste geval vermeldt de machtiging van de onderzoeksrechter het adres of een zo nauwkeurig mogelijke plaatsbepaling van de woning waarop de observatie betrekking heeft;

5° de periode tijdens welke de observatie kan worden uitgevoerd en die niet langer mag zijn dan één maand te rekenen van de datum van de machtiging;

6° de naam en de hoedanigheid van de officier van gerechtelijke politie, die de leiding heeft over de uitvoering van de observatie.

§ 4. De procureur des Konings vermeldt op dat ogenblik in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de strafbare feiten die door de politiediensten in het kader van de observatie kunnen worden gepleegd.

Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in artikel 47septies, § 1, tweede lid, bewaard.

§ 5. In spoedeisende gevallen kan de machtiging tot observatie mondeling worden verstrekt. De machtiging moet zo spoedig mogelijk worden bevestigd in de vorm bepaald in het eerste lid.

§ 6. De procureur des Konings kan steeds op gemotiveerde wijze zijn machtiging tot observatie wijzigen, aanvullen of verlengen. Hij kan te allen tijde zijn machtiging intrekken. Hij gaat bij elke wijziging, aanvulling of verlenging van zijn machtiging na of de voorwaarden bepaald in §§ 1 tot 3, zijn vervuld en handelt daarbij overeenkomstig § 3, 1° tot 6°.

§ 7. De procureur des Konings staat in voor de tenuitvoerlegging van de machtigingen tot observatie die zijn verleend door de onderzoeksrechter in het kader van een gerechtelijk onderzoek overeenkomstig artikel 56bis.

De procureur des Konings vermeldt op dat ogenblik in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de strafbare feiten die door de politiediensten in het kader van de door de onderzoeksrechter bevolen observatie kunnen worden gepleegd. Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in artikel 47septies, § 1, tweede lid, bewaard.

Art. 47septies. § 1. De officier van gerechtelijke politie bedoeld in artikel 47sexies, § 3, 6° brengt de procureur des Konings nauwgezet, volledig en waarheidsgetrouw schriftelijk verslag uit over elke fase in de uitvoering van de observaties waarover hij de leiding heeft.

Deze vertrouwelijke verslagen worden rechtstreeks aan de procureur des Konings overgezonden, die ze in een afzonderlijk en vertrouwelijk dossier bewaart. Hij heeft als enige toegang tot dit dossier, onverminderd het inzage-recht van de onderzoeksrechter bedoeld in artikel 56bis. De inhoud van dit dossier valt onder het beroepsgeheim.

§ 2. De machtiging tot observatie en de beslissingen tot wijziging, aanvulling of verlenging worden gevoegd in het vertrouwelijk dossier.

De officier van gerechtelijke politie, bedoeld in artikel 47sexies, § 3, 6° stelt proces-verbaal op van de verschillende fasen van de uitvoering van de observatie, doch vermeldt hierin geen elementen die de afscherming van de gebruikte technische hulpmiddelen en politionele onderzoekstechnieken of de vrijwaring van de veiligheid en de afscherming van de identiteit van de informant en de politieambtenaren, belast met de uitvoering van de observatie in het gedrang kunnen brengen. Deze elementen worden enkel opgenomen in het schriftelijk verslag bedoeld in § 1, eerste lid.

In een proces-verbaal wordt verwezen naar de machtiging tot observatie en worden de vermeldingen bedoeld in artikel 47sexies, § 3, 1°, 2°, 3° en 5° opgenomen. De procureur des Konings bevestigt bij schriftelijke beslissing het bestaan van de door hem verleende machtiging tot observatie.

De opgestelde processen-verbaal en de in het vorige lid bedoelde beslissing worden uiterlijk na het beëindigen van de observatie bij het strafdossier gevoegd.

## Sous-section 4. — De l'infiltration

Art. 47octies. § 1<sup>er</sup>. L'infiltration au sens du présent code est le fait, pour un fonctionnaire de police, appelé infiltrant, d'entretenir, sous une identité fictive, des relations durables avec une ou plusieurs personnes concernant lesquelles il existe des indices sérieux qu'elles commettent ou commettraient des infractions dans le cadre d'une organisation criminelle visée à l'article 324bis du Code pénal ou des crimes ou des délits visés à l'article 90ter, §§ 2 à 4.

L'infiltrant peut, dans des circonstances exceptionnelles et moyennant l'autorisation expresse du magistrat compétent, recourir brièvement, dans le cadre d'une opération spécifique, à l'expertise d'une personne externe aux services de police si cela s'avère absolument indispensable à la réussite de sa mission.

§ 2. Le procureur du Roi peut, dans le cadre de l'information, autoriser une infiltration si les nécessités de l'enquête l'exigent et si les autres moyens d'investigation ne semblent pas suffire à la manifestation de la vérité.

Il peut autoriser le service de police à appliquer certaines techniques d'enquête policières dans le cadre légal d'une infiltration et compte tenu de la finalité de celle-ci. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres ces techniques d'enquête policières, sur proposition du ministre de la Justice et sur avis du Collège des procureurs généraux.

Si c'est justifié, il accorde l'autorisation de prendre les mesures nécessaires en vue de garantir la sécurité, ainsi que l'intégrité physique, psychique et morale de l'infiltrant. Cette autorisation est conservée dans le dossier confidentiel visé à l'article 47novies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3. L'autorisation d'infiltration est écrite et contient les mentions suivantes :

1° les indices sérieux de l'infraction qui justifient l'infiltration;

2° les motifs pour lesquels l'infiltration est indispensable à la manifestation de la vérité;

3° s'il est connu, le nom ou, sinon, une description aussi précise que possible de la ou des personnes visées au § 1<sup>er</sup>;

4° la manière dont l'infiltration sera exécutée, y compris l'autorisation de recourir brièvement à l'expertise d'un civil conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ainsi que l'autorisation d'appliquer des techniques d'enquête policières, conformément au § 2, alinéa 2;

5° la période au cours de laquelle l'infiltration peut être exécutée et laquelle ne peut excéder trois mois à compter de la date de l'autorisation;

6° le nom et la qualité de l'officier de police judiciaire qui dirige l'exécution de l'infiltration.

§ 4. Le procureur du Roi indique à ce moment dans une décision écrite séparée les infractions qui peuvent être commises par les services de police dans le cadre de l'infiltration. Cette décision est conservée dans le dossier visé à l'article 47novies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 5. En cas d'urgence, l'autorisation d'infiltration peut être accordée verbalement. Cette autorisation doit être confirmée dans les plus brefs délais dans la forme prévue à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 6. Le procureur du Roi peut à tout instant, de manière motivée, modifier, compléter ou prolonger son autorisation d'infiltration. Il peut à tout moment retirer son autorisation. Il vérifie si les conditions visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 3 sont remplies chaque fois que son autorisation est modifiée, complétée ou prolongée et agit conformément au § 3, 1° à 6°.

§ 7. Le procureur du Roi est chargé de l'exécution des autorisations d'infiltration accordées par le juge d'instruction dans le cadre d'une instruction, conformément à l'article 56bis.

Le procureur du Roi indique à ce moment dans une décision écrite séparée les infractions qui peuvent être commises par les services de police dans le cadre de l'infiltration ordonnée par le juge d'instruction. Cette décision est conservée dans le dossier visé à l'article 47novies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Art. 47novies. § 1<sup>er</sup>. L'officier de police judiciaire visé à l'article 47octies, § 3, 6°, fait rapport de manière précise, complète et conforme à la vérité, au procureur du Roi sur chaque phase de l'exécution des infiltrations qu'il dirige.

## Onderafdeling 4. — Infiltratie

Art. 47octies. § 1. Infiltratie in de zin van dit wetboek is het door een politieambtenaar, infiltrant genoemd, onder een fictieve identiteit, duurzaam contact onderhouden met een of meerdere personen, waarvan er ernstige aanwijzingen zijn dat zij strafbare feiten in het kader van een criminele organisatie, zoals bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek, of misdaden of wanbedrijven als bedoeld in artikel 90ter, §§ 2 tot 4 plegen of zouden plegen.

In uitzonderlijke omstandigheden en mits uitdrukkelijke machtiging van de bevoegde magistraat, kan de infiltrant bij een welbepaalde operatie kortstondig een beroep doen op de deskundigheid van een persoon die niet tot de politiediensten behoort, indien dit strikt noodzakelijk voorkomt voor het welslagen van zijn opdracht.

§ 2. De procureur des Konings kan in het kader van het opsporingsonderzoek een infiltratie machtigen wanneer het onderzoek zulks vereist en de overige middelen van onderzoek niet lijken te volstaan om de waarheid aan de dag te brengen.

Hij kan de politiedienst machtigen om, binnen het wettelijk kader van een infiltratie en met inachtneming van de finaliteit ervan, bepaalde politionele onderzoekstechnieken aan te wenden. De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voordracht van de minister van Justitie en na advies van het College van procureurs-generaal, deze politionele onderzoekstechnieken.

Hij kan tevens, indien daartoe grond bestaat, toelating verlenen om de noodzakelijke maatregelen te nemen ter vrijwaring van de veiligheid en de fysieke, psychische en morele integriteit van de infiltrant. Deze toelating wordt bewaard in het vertrouwelijk dossier bedoeld in artikel 47novies, § 1, tweede lid.

§ 3. De machtiging tot infiltratie is schriftelijk en vermeldt :

1° de ernstige aanwijzingen van het strafbaar feit die de infiltratie wettigen;

2° de redenen waarom de infiltratie onontbeerlijk is om de waarheid aan de dag te brengen;

3° indien bekend, de naam of anderszins een zo nauwkeurig mogelijke beschrijving van de persoon of personen bedoeld in § 1;

4° de wijze waarop aan de infiltratie uitvoering zal worden gegeven, daaronder begrepen de toelating kortstondig een beroep te doen op de deskundigheid van een burger, zoals bepaald in § 1, tweede lid, en de toelating politionele onderzoekstechnieken, zoals bepaald in § 2, tweede lid, aan te wenden;

5° de periode tijdens welke de infiltratie kan worden uitgevoerd en die niet langer mag zijn dan drie maanden te rekenen van de datum van de machtiging;

6° de naam en de hoedanigheid van de officier van gerechtelijke politie, die de leiding heeft over de uitvoering van de infiltratie.

§ 4. De procureur des Konings vermeldt op dat ogenblik in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de strafbare feiten die door de politiediensten in het kader van de infiltratie kunnen worden gepleegd. Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in artikel 47novies, § 1, tweede lid, bewaard.

§ 5. In spoedeisende gevallen kan de machtiging tot infiltratie mondeling worden verstrekt. De machtiging moet zo spoedig mogelijk worden bevestigd in de vorm bepaald in het eerste lid.

§ 6. De procureur des Konings kan steeds op gemotiveerde wijze zijn machtiging tot infiltratie wijzigen, aanvullen of verlengen. Hij kan te allen tijde zijn machtiging intrekken. Hij gaat bij elke wijziging, aanvulling of verlenging van zijn machtiging na of de voorwaarden bepaald in §§ 1 tot 3 zijn vervuld en handelt daarbij overeenkomstig § 3, 1° tot 6°.

§ 7. De procureur des Konings staat in voor de tenuitvoerlegging van de machtigingen tot infiltratie die zijn verleend door de onderzoeksrechter in het kader van een gerechtelijk onderzoek overeenkomstig artikel 56bis.

De procureur des Konings vermeldt op dat ogenblik in een afzonderlijke en schriftelijke beslissing de strafbare feiten die door de politiediensten in het kader van de door de onderzoeksrechter bevolen infiltratie kunnen worden gepleegd. Deze beslissing wordt in het dossier bedoeld in artikel 47novies, § 1, tweede lid, bewaard.

Art. 47novies. § 1. De officier van gerechtelijke politie bedoeld in artikel 47octies, § 3, 6° brengt de procureur des Konings nauwgezet, volledig en waarheidsgetrouw schriftelijk verslag uit over elke fase in de uitvoering van de infiltraties waarover hij de leiding heeft.

Ces rapports confidentiels sont communiqués directement au procureur du Roi, qui les conserve dans un dossier confidentiel séparé. Il est le seul à avoir accès à ce dossier, sans préjudice du droit de consultation du juge d'instruction, visé à l'article 56bis. Le contenu de ce dossier est couvert par le secret professionnel.

§ 2. L'autorisation d'infiltration et les décisions de modification, d'extension ou de prolongation sont jointes au dossier confidentiel.

L'officier de police judiciaire visé à l'article 47octies, § 3, 6°, rédige le procès-verbal des différentes phases de l'exécution de l'infiltration mais n'y mentionne aucun des éléments susceptibles de compromettre les moyens techniques et des techniques d'enquête policière utilisés ou la garantie de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur et des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'infiltration, et du civil visé à l'article 47octies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Ces éléments ne figurent que dans le rapport écrit visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>.

Il est fait référence dans un procès-verbal à l'autorisation d'infiltration et il est fait mention des indications visées à l'article 47octies, § 3, 1°, 2°, 3° et 5°. Le procureur du Roi confirme par décision écrite l'existence de l'autorisation d'infiltration qu'il a accordée.

Les procès-verbaux qui ont été rédigés, ainsi que la décision visée à l'alinéa précédent, sont joints au dossier répressif au plus tard après qu'il est mis fin à l'infiltration.

#### Sous-section 5. — Du recours aux indicateurs

Art. 47decies. § 1<sup>er</sup>. Le recours aux indicateurs au sens du présent code est le fait, pour un fonctionnaire de police, d'entretenir des contacts réguliers avec une personne, appelée indicateur, dont il est supposé qu'elle entretient des relations étroites avec une ou plusieurs personnes à propos desquelles il existe des indices sérieux qu'elles commettent ou commettraient des infractions et qui fournit à cet égard au fonctionnaire de police des renseignements et des données, qu'ils aient été demandés ou non. Ce fonctionnaire de police est appelé fonctionnaire de contact.

§ 2. Au sein de la direction qui fait partie de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale et qui est chargée de la tâche visée à l'article 102, 5°, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux, un officier est chargé de la gestion nationale des indicateurs au sein du service de police intégré structuré à deux niveaux. Cet officier, appelé gestionnaire national des indicateurs, peut se faire assister dans l'accomplissement de sa tâche par un ou plusieurs officiers de police judiciaire.

Il veille au respect des règles du présent article ou applicables en vertu de celui-ci.

Le gestionnaire national des indicateurs agit sous l'autorité du procureur fédéral.

§ 3. Au sein de chaque service judiciaire déconcentré visé à l'article 105 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux, un officier, appelé gestionnaire local des indicateurs, est chargé de la gestion des indicateurs au niveau de l'arrondissement au sein du service judiciaire déconcentré et des corps de police locale de l'arrondissement.

A cet effet, il exerce notamment un contrôle permanent sur la fiabilité des indicateurs et veille au respect des règles du présent article ou applicables en vertu de celui-ci et à l'accomplissement correct des tâches des fonctionnaires de contact.

Le gestionnaire local des indicateurs agit sous l'autorité du procureur du Roi.

Dans chaque corps de police locale au sein duquel il est fait appel à des informateurs, un officier est désigné afin d'assister le gestionnaire local des indicateurs dans l'accomplissement de sa tâche.

§ 4. Le Roi précise, sur proposition du ministre de la Justice et après avis du Collège des procureurs généraux et du procureur fédéral, les règles de fonctionnement des gestionnaires nationaux et locaux des indicateurs et des fonctionnaires de contact, en tenant compte d'un contrôle permanent de la fiabilité des indicateurs, de la protection de l'identité des indicateurs et de la garantie de l'intégrité physique, psychique et morale des fonctionnaires de contact.

§ 5. Le gestionnaire local des indicateurs fait un rapport général au procureur du Roi à sa demande, au moins tous les trois mois, concernant le recours aux indicateurs au sein du service judiciaire déconcentré et des corps de police locale de l'arrondissement.

Deze vertrouwelijke verslagen worden rechtstreeks aan de procureur des Konings overgezonden, die ze in een afzonderlijk en vertrouwelijk dossier bewaart. Hij heeft als enige toegang tot dit dossier, onverminderd het inzage-recht van de onderzoeksrechter bedoeld in artikel 56bis. De inhoud van dit dossier valt onder het beroepsgeheim.

§ 2. De machtiging tot infiltratie en de beslissingen tot wijziging, aanvulling of verlenging worden gevoegd in het vertrouwelijk dossier.

De officier van gerechtelijke politie, bedoeld in artikel 47octies, § 3, 6° stelt proces-verbaal op van de verschillende fasen van de uitvoering van de infiltratie, doch vermeldt hierin geen elementen die de afscherming van de gebruikte technische hulpmiddelen en politionele onderzoekstechnieken of de vrijwaring van de veiligheid en de afscherming van de identiteit van de informant, de politieambtenaren, belast met de uitvoering van de infiltratie, en de in artikel 47octies, § 1, tweede lid bedoelde burger, in het gedrang kunnen brengen. Deze elementen worden enkel opgenomen in het schriftelijk verslag bedoeld in § 1, eerste lid.

In een proces-verbaal wordt verwezen naar de machtiging tot infiltratie en worden de vermeldingen bedoeld in artikel 47octies, § 3, 1°, 2°, 3° en 5° opgenomen. De procureur des Konings bevestigt bij schriftelijke beslissing het bestaan van de door hem verleende machtiging tot infiltratie.

De opgestelde processen-verbaal en de in het vorige lid bedoelde beslissing worden uiterlijk na het beëindigen van de infiltratie bij het strafdossier gevoegd.

#### Onderafdeling 5. — Informantenwerking

Art. 47decies. § 1. Informantenwerking in de zin van dit wetboek is het onderhouden van regelmatige contacten door een politieambtenaar met een persoon, informant genoemd, waarvan vermoed wordt dat hij nauwe banden heeft met één of meerdere personen, waarvan ernstige aanwijzingen zijn dat ze strafbare feiten plegen of zouden plegen, en die de politieambtenaar hierover, al dan niet gevraagd, inlichtingen en gegevens verstrekt. Deze politieambtenaar wordt contactambtenaar genoemd.

§ 2. Binnen de directie, die deel uitmaakt van de algemene directie van de gerechtelijke politie van de federale politie en die belast is met de opdracht bedoeld in artikel 102, 5°, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus, wordt een officier belast met het nationaal beheer van de informantenwerking binnen de geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus. Deze officier, nationale informantenbeheerder genoemd, kan zich bij de uitvoering van zijn opdracht laten bijstaan door één of meerdere officieren van gerechtelijke politie.

Hij ziet toe op de naleving van de in of krachtens dit artikel geldende regelgeving.

De nationale informantenbeheerder handelt onder het gezag van de federale procureur.

§ 3. Binnen elke gedeconcentreerde gerechtelijke dienst, bedoeld in artikel 105 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus, wordt een officier, lokale informantenbeheerder genoemd, belast met het arrondissementeel beheer van de informantenwerking binnen de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst en de lokale politiekorpsen van het arrondissement.

Hij oefent daartoe onder meer een permanente controle uit over de betrouwbaarheid van de informanten en ziet toe op de naleving van de in of krachtens dit artikel geldende regelgeving en de goede werking van de contactambtenaren.

De lokale informantenbeheerder handelt onder het gezag van de procureur des Konings.

In elk lokaal politiekorps, waarbinnen aan informantenwerking wordt gedaan, wordt een officier aangewezen, die de lokale informantenbeheerder in zijn opdracht bijstaat.

§ 4. De Koning bepaalt, op voordracht van de Minister van Justitie en na advies van het College van procureurs-generaal en van de federale procureur, de werkingsregels van de nationale en lokale informantenbeheerders en van de contactambtenaren, met inachtneming van een permanente controle over de betrouwbaarheid van de informanten, van de afscherming van de identiteit van de informanten en van de vrijwaring van de fysieke, psychische en morele integriteit van de contactambtenaren.

§ 5. De lokale informantenbeheerder brengt de procureur des Konings op diens verzoek en minstens driemaandelijks algemeen verslag uit over de informantenwerking binnen de gedeconcentreerde gerechtelijke dienst en de lokale politiekorpsen van het arrondissement.

Le gestionnaire national des indicateurs fait un rapport général au procureur fédéral à sa demande, au moins tous les trois mois, concernant le recours aux indicateurs au sein du service de police intégré structuré à deux niveaux.

§ 6. Par dérogation à l'article 28ter, § 2, dernière phrase, le gestionnaire local des indicateurs fait immédiatement rapport par écrit, de manière détaillée, complète et conforme à la vérité, au procureur du Roi, si les renseignements des indicateurs révèlent de sérieuses indications d'infractions commises ou sur le point d'être commises.

Le procureur du Roi peut également, s'il y a lieu, interdire par décision écrite au gestionnaire local des indicateurs de continuer à travailler sur certaines informations fournies par un indicateur.

Le procureur du Roi conserve ces rapports confidentiels dans un dossier séparé. Il est le seul à avoir accès à ce dossier, sans préjudice du droit de consultation du juge d'instruction, visé à l'article 56bis. Le contenu de ce dossier est couvert par le secret professionnel.

Il décide si, en fonction de l'importance des informations fournies et en tenant compte de la sécurité de l'indicateur, il en dresse procès-verbal. Si ce procès-verbal porte sur une information ou une instruction en cours, le procureur du Roi est chargé de le joindre au dossier répressif.

#### Sous-section 6. — Du contrôle sur la légalité

Art. 47undecies. Le procureur du Roi qui a fait application dans son enquête de méthodes d'observation ou d'infiltration, et qui souhaite engager des poursuites, requiert, dans tous les cas, le juge d'instruction. A la suite de cette procédure, le juge d'instruction fait rapport à la chambre du conseil sans être habilité à poser d'office le moindre acte d'instruction. Il est procédé conformément à l'article 127.

Au moins tous les trois mois, le procureur du Roi transmet au procureur général tous les dossiers dans lesquels il a fait application de méthodes d'observation ou d'infiltration et dans lesquels il a pris la décision de ne pas engager des poursuites, afin de lui permettre d'exercer un contrôle sur la légalité des méthodes utilisées.

Le procureur général fait rapport de ce contrôle. Le rapport est communiqué au Collège des procureurs généraux qui intègre l'évaluation globale et les données statistiques relatives à ces rapports dans son rapport annuel visé à l'article 143bis, § 7, du Code judiciaire.

Le procureur général publie également dans son rapport annuel, visé à l'article 346, § 2, 2°, du même Code l'évaluation globale et les données statistiques relatives aux affaires pour lesquelles le parquet fédéral a entamé une enquête et qui ont donné lieu à un classement sans suite. »

Art. 5. Dans le même Code, il est inséré un article 56bis, rédigé comme suit :

« Art. 56bis. Par dérogation à l'article 56, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les autorisations du juge d'instruction par lesquelles il ordonne des méthodes particulières de recherche sont exécutées par le procureur du Roi. Il est procédé conformément aux articles 47ter à 47novies.

Seul le juge d'instruction peut en outre autoriser une observation, comme prévue à l'article 47sexies, effectuée à l'aide de moyens techniques afin d'avoir une vue dans une habitation, lorsqu'il existe des indices sérieux que les faits délictueux constituent ou constitueraient une infraction conformément à l'article 90ter, §§ 2 à 4, sont ou seraient commises dans le cadre d'une organisation criminelle visée à l'article 324bis du Code pénal.

Une observation, comme prévue à l'alinéa précédent, une infiltration comme prévue à l'article 47octies, ou un contrôle visuel discret comme prévu à l'article 89ter qui porte sur les locaux utilisés à des fins professionnelles ou la résidence d'un avocat ou d'un médecin, peut uniquement être autorisée par le juge d'instruction si l'avocat ou le médecin est lui-même soupçonné d'avoir commis une des infractions visées à l'article 90ter, §§ 2 à 4, ou une infraction dans le cadre d'une organisation criminelle visée à l'article 324bis du Code pénal, ou si des faits précis laissent présumer que des tiers soupçonnés d'avoir commis une de ces infractions utilisent ses locaux ou sa résidence.

Ces mesures ne peuvent être exécutées sans que le bâtonnier ou le représentant de l'ordre provincial des médecins en soit averti.

Dans son instruction, le juge d'instruction a le droit de consulter à tout moment le dossier confidentiel concernant l'exécution des méthodes particulières de recherche, sans pouvoir faire mention de son

De nationale informantenbeheerder brengt de federale procureur op diens verzoek en minstens driemaandelijks algemeen verslag uit over de informantenwerking binnen de geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus.

§ 6. In afwijking van artikel 28ter, § 2, laatste zin, brengt de lokale informantenbeheerder, indien de informantenwerking ernstige aanwijzingen over gepleegde of nog te plegen strafbare feiten aan het licht brengt, hierover onverwijld en schriftelijk aan de procureur des Konings nauwgezet, volledig en waarheidsgetrouw verslag uit.

De procureur des Konings kan tevens, indien daartoe grond bestaat, de lokale informantenbeheerder bij schriftelijke beslissing verbieden verder te werken op bepaalde informatie geboden door een informant.

De procureur des Konings bewaart deze vertrouwelijke verslagen in een afzonderlijk dossier. Hij heeft als enige toegang tot dit dossier, onverminderd het inzage-recht van de onderzoeksrechter bedoeld in artikel 56bis. De inhoud van dit dossier valt onder het beroepsgeheim.

Hij beslist of, in functie van het belang van de aangebrachte informatie en met inachtneming van de veiligheid van de informant, hiervan proces-verbaal wordt opgesteld. Indien dit proces-verbaal betrekking heeft op een lopend opsporingsonderzoek of gerechtelijk onderzoek, staat de procureur des Konings in voor de voeging ervan bij dit strafdossier.

#### Onderafdeling 6. — Wettigheidscontrole

Art. 47undecies. De procureur des Konings die in zijn opsporingsonderzoek toepassing heeft gemaakt van observatie of infiltratie, en tot vervolging wenst over te gaan, vordert in alle gevallen de onderzoeksrechter. De onderzoeksrechter doet, naar aanleiding van deze procedure, verslag aan de raadkamer, zonder dat hij gerechtigd is ambtshalve enige daad van onderzoek te stellen. Er wordt gehandeld overeenkomstig artikel 127.

Ten minste om de drie maanden zendt de procureur des Konings alle dossiers, waarin hij toepassing heeft gemaakt van observatie of infiltratie en waarin hij besloten heeft niet tot vervolging over te gaan, over aan de procureur-generaal teneinde deze toe te laten een controle uit te voeren op de wettigheid van de gebruikte methoden.

De procureur-generaal maakt verslag op van deze controle. Het verslag wordt overgezonden aan het College van procureurs-generaal dat de globale evaluatie en de statistische gegevens met betrekking tot deze verslagen opneemt in zijn jaarverslag, bedoeld in artikel 143bis, § 7, van het Gerechtelijk Wetboek.

De federale procureur maakt eveneens in zijn jaarverslag, bedoeld in artikel 346, § 2, 2°, van hetzelfde Wetboek, de globale evaluatie en de statistische gegevens bekend van de zaken waarvoor het federaal parket een opsporing gestart is en die tot een seponering hebben geleid. »

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 56bis ingevoegd, luidende :

« Art. 56bis. In afwijking van artikel 56, § 1, derde lid, worden de machtigingen van de onderzoeksrechter waarbij hij bijzondere opsporingsmethoden beveelt ten uitvoer gelegd door de procureur des Konings. Er wordt gehandeld overeenkomstig de artikelen 47ter tot 47novies.

Alleen de onderzoeksrechter kan bovendien een observatie machtigen, zoals bedoeld in artikel 47sexies, met gebruik van technische hulpmiddelen om zicht te verwerven in een woning, wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de strafbare feiten een misdrijf uitmaken of zouden uitmaken zoals bedoeld in artikel 90ter, §§ 2 tot 4, of dat gepleegd wordt of zou worden in het kader van een criminele organisatie zoals bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek.

Een observatie zoals bedoeld in het vorige lid, een infiltratie zoals bedoeld in artikel 47octies of een inijkoperatie zoals bedoeld in artikel 89ter, die betrekking hebben op de lokalen aangewend voor beroepsdoeleinden of de woonplaats van een advocaat of een arts, kunnen slechts door de onderzoeksrechter gemachtigd worden wanneer de advocaat of de arts er zelf van verdacht wordt één van de strafbare feiten bedoeld in artikel 90ter, §§ 2 tot 4, of een strafbaar feit in het kader van een criminele organisatie zoals bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek gepleegd te hebben, of indien precieze feiten doen vermoeden dat derden die ervan verdacht worden één van deze strafbare feiten te hebben gepleegd, gebruik maken van diens lokalen of woonplaats.

Deze maatregelen kunnen niet ten uitvoer worden gelegd zonder dat de stafhouder of de vertegenwoordiger van de provinciale orde van geneesheren ervan op de hoogte is.

De onderzoeksrechter heeft in zijn onderzoek steeds het recht het vertrouwelijk dossier aangaande de uitvoering van de bijzondere opsporingsmethodes in te zien, zonder dat hij van de inhoud ervan in

contenu dans le cadre de son instruction. Il peut toujours, de manière motivée, modifier, compléter ou prolonger l'autorisation. Il peut à tout instant retirer l'autorisation. Il vérifie si les conditions relatives à la méthode particulière de recherche sont remplies chaque fois que l'autorisation est modifiée, complétée ou prolongée.

Le juge d'instruction confirme par ordonnance écrite l'existence de l'autorisation de la méthode particulière de recherche qu'il a accordée.

Les procès-verbaux rédigés, ainsi que l'ordonnance visée à l'alinéa précédent, sont joints au dossier répressif au plus tard après qu'il est mis fin à la méthode particulière de recherche. »

### CHAPITRE III. — Des autres méthodes de recherche

#### Section 1<sup>re</sup>. — De l'interception du courrier

**Art. 6.** Dans le même Code, il est inséré un article 46<sup>ter</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 46<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de la recherche des crimes et délits, le procureur du Roi peut intercepter et saisir le courrier confié à un opérateur postal, destiné à, provenant de ou concernant un suspect, s'il existe des indices sérieux que les infractions peuvent donner lieu à un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou à une peine plus lourde.

Si cette mesure s'inscrit dans le cadre d'une recherche proactive visée à l'article 28<sup>bis</sup>, § 2, le procureur du Roi vérifie s'il est satisfait aux conditions spécifiques visées audit article.

Si le procureur du Roi estime ne pas devoir maintenir la saisie, il rend sans délai les pièces à l'opérateur postal pour envoi. Dans le cas contraire, il est procédé conformément aux dispositions des articles 35 à 39.

Il convient d'entendre par "courrier" au sens du présent article la poste aux lettres conformément à l'article 131, 4<sup>o</sup>, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

§ 2. Le procureur du Roi peut, par une décision écrite et motivée, requérir le concours de l'opérateur postal afin de permettre les mesures visées au § 1<sup>er</sup>. L'opérateur postal est tenu de prêter son concours sans délai.

Il précise dans sa décision la durée de la mesure visée au paragraphe précédent.

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours, est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

Toute personne qui refuse de prêter son concours aux réquisitions visées au présent article, est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six EUR à dix mille EUR ou d'une de ces peines seulement. »

**Art. 7.** Dans le même Code, il est inséré un article 88<sup>sexies</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 88<sup>sexies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'exécution de la mesure prévue à l'article 46<sup>ter</sup>, seul le juge d'instruction est habilité à ouvrir le courrier intercepté et saisi et à prendre connaissance de son contenu.

En cas de flagrant délit, le procureur du Roi peut également exercer cette compétence.

Cette mesure ne pourra porter que sur le courrier d'un avocat ou d'un médecin que si celui-ci est lui-même soupçonné d'avoir commis une des infractions visées à l'article 46<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. Cette mesure ne peut être exécutée sans que le bâtonnier ou le représentant de l'ordre provincial des médecins en soit averti.

§ 2. Si le juge d'instruction estime ne pas devoir maintenir la saisie, il rend sans délai les pièces à l'opérateur postal pour envoi. Dans le cas contraire, il est procédé conformément aux dispositions des articles 87 à 90. »

#### Section 2. — Des contrôles visuels discrets

**Art. 8.** Dans le même Code, il est inséré un article 89<sup>ter</sup>, rédigé comme suit :

« Art. 89<sup>ter</sup>. § 1<sup>er</sup>. Le juge d'instruction peut, par une ordonnance écrite et motivée, qu'il communique au procureur du Roi, autoriser les services de police à pénétrer dans un lieu privé, à l'insu du propriétaire ou de son ayant droit, ou de l'occupant, ou sans le consentement de ceux-ci, s'il existe des indices sérieux que les faits punissables constituent ou constitueraient un délit visé à l'article 90<sup>ter</sup>, §§ 2 à 4, ou

het kader van zijn gerechtelijk onderzoek gewag kan maken. Hij kan steeds op gemotiveerde wijze de machtiging wijzigen, aanvullen of verlengen. Hij kan te allen tijde de machtiging intrekken. Hij gaat bij elke wijziging, aanvulling of verlenging van de machtiging na of de voorwaarden voor de bijzondere opsporingsmethode vervuld zijn.

De onderzoeksrechter bevestigt bij schriftelijk bevel het bestaan van de door hem verleende machtiging tot het uitvoeren van de bijzondere opsporingsmethode.

De opgestelde processen-verbaal en het in het vorige lid bedoelde bevel worden uiterlijk na het beëindigen van de bijzondere opsporingsmethode bij het strafdossier gevoegd. »

### HOOFDSTUK III. — Andere onderzoeksmethoden

#### Afdeling 1. — Het onderscheppen van post

**Art. 6.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 46<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 46<sup>ter</sup>. § 1. Bij het opsporen van de misdaden en wanbedrijven kan de procureur des Konings aan een postoperator toevertrouwde post, bestemd voor of afkomstig van een verdachte of die op hem betrekking heeft, onderscheppen en in beslag nemen, wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de strafbare feiten een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben.

Indien deze maatregel zich situeert in het proactieve onderzoek zoals omschreven in artikel 28<sup>bis</sup>, § 2, gaat de procureur des Konings na of aan de bijzondere voorwaarden omschreven in dit artikel voldaan is.

Indien de procureur des Konings van oordeel is de inbeslagneming niet te moeten handhaven, geeft hij de stukken onverwijld aan de postoperator voor verdere verzending terug. In het andere geval wordt gehandeld overeenkomstig de artikelen 35 tot 39.

Onder "post" in de zin van dit artikel dient te worden verstaan de brievenpost zoals gedefinieerd in artikel 131, 4<sup>o</sup>, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

§ 2. De procureur des Konings kan, bij een schriftelijke en met redenen omklede beslissing de medewerking van een postoperator vorderen teneinde de maatregel bepaald in § 1 mogelijk te maken. De postoperator is gehouden zijn medewerking onverwijld te verlenen.

Hij bepaalt in zijn beslissing de duur van de maatregel beoogd in de vorige paragraaf.

Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of daaraan zijn medewerking verleent, is tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Iedere persoon die zijn medewerking weigert aan de vorderingen bedoeld in dit artikel, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig EUR tot tienduizend EUR of met een van die straffen alleen. »

**Art. 7.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 88<sup>sexies</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 88<sup>sexies</sup>. § 1. In het kader van de uitoefening van de maatregel voorzien bij artikel 46<sup>ter</sup>, is alleen de onderzoeksrechter gemachtigd onderschepte en in beslag genomen post te openen en kennis te nemen van de inhoud ervan.

In geval van ontdekking op heterdaad kan de procureur des Konings eveneens deze bevoegdheid uitoefenen.

Deze maatregel kan slechts betrekking hebben op de post van een advocaat of een arts, wanneer deze er zelf van verdacht worden één van de strafbare feiten bedoeld in artikel 46<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid, gepleegd te hebben. Deze maatregel kan niet ten uitvoer worden gelegd zonder dat de stafhouder of de vertegenwoordiger van de provinciale orde van geneesheren ervan op de hoogte is.

§ 2. Indien de onderzoeksrechter van oordeel is de inbeslagneming niet te moeten handhaven, geeft hij de stukken onverwijld aan de postoperator voor verdere verzending terug. In het andere geval wordt gehandeld overeenkomstig de artikelen 87 tot 90. »

#### Afdeling 2. — De inijkoperatie

**Art. 8.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 89<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

« Art. 89<sup>ter</sup>. § 1. De onderzoeksrechter kan bij een schriftelijk en met redenen omkleed bevel, dat hij meedeelt aan de procureur des Konings, de politiediensten machtigen om, buiten medeweten van de eigenaar of zijn rechthebbende, of van de bewoner, of zonder hun toestemming, een private plaats te betreden, wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de strafbare feiten een misdrijf uitmaken of zouden uitmaken als

sont commis ou seraient commis dans le cadre d'une organisation criminelle, telle que définie à l'article 324bis du Code pénal, et si les autres moyens d'investigation ne semblent pas suffire à la manifestation de la vérité.

En cas d'urgence, l'autorisation peut être donnée verbalement. L'autorisation doit être motivée et confirmée par écrit dans les plus brefs délais.

Si l'autorisation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est accordée dans le cadre de l'application de méthodes particulières de recherche conformément aux articles 47ter à 47decies ou à l'article 56bis, l'autorisation et tous les procès-verbaux y afférents sont joints au dossier répressif au plus tard après qu'il a été mis fin à la méthode particulière de recherche.

§ 2. La pénétration dans le lieu privé peut uniquement avoir lieu aux fins :

1° d'inspecter ce lieu et de s'assurer de la présence éventuelle de choses qui forment l'objet d'une infraction, qui ont servi ou qui sont destinées à en commettre une ou qui ont été produites par une infraction, des avantages patrimoniaux tirés directement de l'infraction, des biens et valeurs qui leur ont été substitués et des revenus de ces avantages investis;

2° de réunir les preuves de la présence des choses visées au 1°;

3° d'installer dans le cadre d'une observation un moyen technique visé à l'article 47sexies, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

§ 3. Le juge d'instruction ne peut ordonner un contrôle visuel discret que pour des lieux où, sur la base d'indications précises, on suppose que se trouvent les choses visées au paragraphe précédent, 1°, que des preuves peuvent en être collectées ou dont on suppose qu'ils sont utilisés par des personnes suspectes.

§ 4. L'utilisation de moyens techniques aux fins visées au § 2, est assimilée à une pénétration dans un lieu privé.

#### Section 3. — Des écoutes directes

**Art. 9.** Dans l'article 90ter, § 1<sup>er</sup> du même Code, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« En vue de permettre l'écoute, la prise de connaissance ou l'enregistrement direct de communications ou télécommunications privées à l'aide de moyens techniques, le juge d'instruction peut également à l'insu ou sans le consentement de l'occupant, du propriétaire ou de ses ayants droit, ordonner la pénétration dans un domicile ou dans un lieu privé. »

**Art. 10.** Dans l'article 90ter, § 2, du même Code, il est inséré un 21° :

« 21° à la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire. »

**Art. 11.** L'article 90quater, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, est complété par la phrase suivante :

« Les noms des agents de police judiciaire chargés de l'exécution de l'ordonnance visée à l'article 90ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ne sont pas mentionnés dans le dossier judiciaire. »

#### Section 4. — De l'intervention différée

**Art. 12.** Dans le même Code, il est inséré un article 40bis, rédigé comme suit :

« Art. 40bis. Le procureur du Roi peut, dans l'intérêt de l'information, autoriser les services de police à différer la saisie des auteurs présumés d'infractions et de toutes les choses visées à l'article 35. L'autorisation se fait par écrit et est motivée.

En cas d'urgence, l'autorisation peut se faire verbalement. Elle doit être confirmée par écrit et motivée dans les plus brefs délais. »

**Section 5. — La récolte de données concernant des comptes bancaires et des transactions bancaires**

**Art. 13.** Dans le même Code, il est inséré un article 46quater, libellé comme suit :

« Art. 46quater. § 1<sup>er</sup>. En recherchant les crimes et les délits, le procureur du Roi peut requérir, s'il existe des indices sérieux que les infractions peuvent donner lieu à une peine d'emprisonnement correctionnel principal d'un an ou à une peine plus lourde, les renseignements suivants :

a) la liste des comptes bancaires, de quelque nature que ce soit, dont le suspect est le titulaire, le mandataire ou le véritable bénéficiaire et, le cas échéant, toutes les données à ce sujet;

bedoeld in artikel 90ter, §§ 2 tot 4 of gepleegd worden of zouden worden in het kader van een criminele organisatie zoals bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek, en de overige middelen van onderzoek niet lijken te volstaan om de waarheid aan de dag te brengen.

In spoedeisende gevallen kan de machtiging mondeling worden verstrekt. De machtiging moet in dat geval zo spoedig mogelijk schriftelijk en met redenen omkleed bevestigd worden.

Ingeval de in het eerste lid bedoelde machtiging wordt verleend in het kader van de toepassing van bijzondere opsporingsmethoden zoals bedoeld in de artikelen 47ter tot 47decies of artikel 56bis, worden de machtiging en alle ermee verband houdende processen-verbaal uiterlijk na het beëindigen van de bijzondere opsporingsmethode bij het strafdossier gevoegd.

§ 2. Het betreden van de private plaats kan enkel geschieden teneinde :

1° die plaats op te nemen en zich te vergewissen van de eventuele aanwezigheid van zaken die het voorwerp van het misdrijf uitmaken, die gediend hebben of bestemd zijn tot het plegen ervan of die uit een misdrijf voortkomen, van de vermogensvoordelen die rechtstreeks uit het misdrijf zijn verkregen, van de goederen en waarden die in de plaats ervan zijn gesteld of van de inkomsten uit de belegde voordelen;

2° de bewijzen te verzamelen van de aanwezigheid van de zaken bedoeld in 1°;

3° in het kader van een observatie een technisch hulpmiddel als bedoeld in artikel 47sexies, § 1, derde lid te plaatsen.

§ 3. Een inijkoperatie kan door de onderzoeksrechter enkel worden bevolen ten aanzien van plaatsen waarvan men op basis van precieze aanwijzingen vermoedt dat de zaken bedoeld in de vorige paragraaf, 1° er zich bevinden, dat er bewijzen van kunnen verzameld worden, of dat ze gebruikt worden door personen op wie een verdenking rust.

§ 4. Het aanwenden van technische hulpmiddelen met het in § 2 beoogde doel, wordt gelijkgesteld met het betreden van een private plaats.

#### Afdeling 3. — Direct affluisteren

**Art. 9.** In artikel 90ter, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt tussen het eerste en het tweede lid, de volgende bepaling ingevoegd :

« Teneinde het mogelijk te maken om privé-communicatie of -telecommunicatie direct af te luisteren, er kennis van te nemen of op te nemen met technische hulpmiddelen, kan de onderzoeksrechter bevelen om, ook buiten medeweten of zonder de toestemming van hetzij de bewoner, hetzij de eigenaar of zijn rechthebbende, in een woning of in een private plaats binnen te dringen. »

**Art. 10.** In artikel 90ter, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt een 21° toegevoegd :

« 21° de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht. »

**Art. 11.** In artikel 90quater, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt de volgende zin toegevoegd :

« De namen van de agenten van gerechtelijke politie belast met de uitvoering van het bevel bedoeld in artikel 90ter, § 1, tweede lid, worden niet vermeld in het gerechtelijk dossier. »

#### Afdeling 4. — De uitgestelde tussenkomst

**Art. 12.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 40bis ingevoegd, luidende :

« Art. 40bis. De procureur des Konings kan, in het belang van het onderzoek, de politiediensten machtigen de vating van de vermoedelijke daders van misdrijven en de inbeslagname van alle in artikel 35 bedoelde zaken uit te stellen. De machtiging gebeurt schriftelijk en met redenen omkleed.

In spoedeisende gevallen kan de machtiging mondeling worden verstrekt. De machtiging moet zo spoedig mogelijk schriftelijk en met redenen omkleed worden bevestigd. »

**Afdeling 5. — Inwinnen van gegevens over bankrekeningen en banktransacties**

**Art. 13.** In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 46quater ingevoegd, luidende :

« Art. 46quater. § 1. Bij het opsporen van de misdaden en de wanbedrijven kan de procureur des Konings, wanneer er ernstige aanwijzingen zijn dat de strafbare feiten een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben, de volgende inlichtingen vorderen :

a) de lijst van bankrekeningen van welke aard dan ook waarvan de verdachte titularis, gevolmachtigde of de uiteindelijk gerechtigde is, en in voorkomend geval alle nadere gegevens hieromtrent;



b) les transactions bancaires qui ont été réalisées pendant une période déterminée sur un ou plusieurs de ces comptes bancaires, y inclus les renseignements concernant tout compte émetteur ou récepteur.

Lorsque les nécessités de l'information le requièrent, le procureur du Roi peut requérir que pendant une période renouvelable d'au maximum deux mois, les transactions bancaires réalisées sur un ou plusieurs de ces comptes bancaires du suspect, seront observées.

§ 2. Le procureur du Roi peut, par une décision écrite et motivée, requérir le concours des banques ou des établissements de crédit afin de permettre la mesure visée au § 1<sup>er</sup>. La banque ou l'établissement de crédit est tenu de prêter sans délai son concours. Dans la demande le procureur du Roi spécifie la forme dans laquelle les données visées au § 1<sup>er</sup> lui seront communiquées.

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

Toute personne qui refuse de prêter son concours aux réquisitions visées au présent article est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six EUR à dix mille EUR ou d'une de ces peines seulement. »

#### CHAPITRE IV. — Dispositions de modification et d'exécution

**Art. 14.** L'article 28septies du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« L'alinéa précédent ne s'applique pas aux actes d'instruction visés aux articles 56bis, alinéa 2 et 89ter. »

**Art. 15.** L'article 90decies, alinéa 3, du même Code, est remplacé comme suit :

« Il fait en même temps rapport sur l'application des articles 40bis, 46ter, 46quater, 47ter à 47decies, 56bis, 86bis, 86ter, 88sexies et 89ter. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 6 janvier 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

\_\_\_\_\_  
Note

(1) *Documents parlementaires* :

Chambre des représentants.

*Documents* : 50 1688 (2001-2002) :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Erratum.

N°s 3 à 12 : Amendements.

N° 13 : Rapport.

N° 14 : Texte adopté par la commission.

N° 15 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi : Compte rendu intégral 17 et 20 juillet 2002.

Sénat.

*Documents* : 2-1260 (2002-2003) :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre.

N° 2 : Amendements.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Rapport.

N° 5 : Amendements redéposés après l'approbation du rapport.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

*Annales du Sénat* : 12 décembre 2002.

b) de bankverrichtingen die in een bepaald tijdvak zijn uitgevoerd op één of meerdere van deze bankrekeningen, met inbegrip van de bijzonderheden betreffende de rekening van herkomst of bestemming.

Ingeval de noodwendigheden van het opsporingsonderzoek dit vergen, kan de procureur des Konings bovendien vorderen dat gedurende een vernieuwbare periode van maximum twee maanden de bankverrichtingen van een of meerdere van deze bankrekeningen van de verdachte onder toezicht worden geplaatst.

§ 2. De procureur des Konings kan, bij een schriftelijke en met redenen omklede beslissing de medewerking van de bank- of kredietinstelling vorderen teneinde de maatregel voorzien in § 1 mogelijk te maken. De bank- of kredietinstelling is gehouden zijn medewerking onverwijld te verlenen. In de beslissing bepaalt de procureur des Konings de vorm waarin de in § 1 vermelde gegevens hem worden meegedeeld.

Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of daaraan zijn medewerking verleent, is tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Iedere persoon die zijn medewerking weigert aan de vorderingen bedoeld in dit artikel wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met geldboete van zesentwintig EUR tot tienduizend EUR of met een van die straffen alleen. »

#### HOOFDSTUK IV. — Wijzigings- en uitvoeringsbepalingen

**Art. 14.** Artikel 28septies van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het voorgaande lid is niet van toepassing op de onderzoekshandelingen als bedoeld in de artikelen 56bis, tweede lid, en 89ter. »

**Art. 15.** Artikel 90decies, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

Hij brengt tegelijkertijd verslag uit over de toepassing van de artikelen 40bis, 46ter, 46quater, 47ter tot 47decies, 56bis, 86bis, 86ter, 88sexies en 89ter. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 6 januari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) *Parlementaire voorbereiding* :

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Stukken* : 50 1688 (2001-2002) :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Erratum.

Nrs. 3 tot 12 : Amendementen.

Nr. 13 : Verslag.

Nr. 14 : Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 15 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook : Integraal verslag 17 en 20 juli 2002.

Senaat.

*Stukken* : 2-1260 (2002-2003) :

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer.

Nr. 2 : Amendementen.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Verslag.

Nr. 5 : Amendementen opnieuw ingediend na de goedkeuring van het verslag.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

*Handelingen van de Senaat* : 12 december 2002.